



Extrait du Registre des Décisions



LE MAIRE,

DEC-BD-2024-07

MISE A DISPOSITION D'UN JARDIN COMMUNAL

**Jardin cadastré section AZ n°388 situé secteur « Fontaine du Président » - 52200 LANGRES
Convention avec Mme Marie GONZALES**

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2020-47 en date 14 octobre 2020 portant délégation consentie par le Conseil Municipal au Maire lui permettant de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU les délibérations du Conseil Municipal n°2021-40 en date du 27 mai 2021 et n° 2023-60 en date du 15 juin 2023 complétant la délibération n°2019-104 en date du 11 novembre 2019 relative aux conditions et modalités de location des jardins familiaux,

VU le règlement des jardins communaux en vigueur entériné par la délibération n°2019-104 du 11 novembre 2019,

CONSIDERANT que la Ville de Langres met à disposition des personnes intéressées, domiciliées à Langres, des terrains municipaux à usage de jardin,

CONSIDERANT que Mme Marie GONZALES, résidant 26 place Jenson 52200 Langres, souhaite occuper un terrain à usage de jardin sis dans le secteur « Fontaine du Président », d'une superficie de 3 ares,

CONSIDERANT que Mme Marie GONZALES remplit les conditions d'éligibilité à la location d'un jardin familial,

DECIDE

Article 1^{er} : De conclure, avec Mme Marie GONZALES, résidant 26 place Jenson 52200 Langres, un contrat de mise à disposition du jardin « FP 05 » de 3 ares, sis secteur « Fontaine du Président » et situé sur la parcelle AZ 388.

Le contrat a pris effet rétroactivement à compter du 1^{er} février 2024 moyennant un tarif de location de 20 €/an, conformément à la délibération du Conseil Municipal n°2021-40 en date du 27 mai 2021.

Article 2 : M. le Directeur Général des Services et M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision qui sera transmise à Mme la Préfète de la Haute-Marne au titre du contrôle de légalité.

Article 3 La présente Décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE ou via www.telerecours dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication ou notification.

Langres, le 05 février 2024,
Anne CARDINAL
2024.02.06 06:40:51 +0100
Ref:5913397-8841873-1-D
Signature numérique
la Maire